

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen :

- de met de eigen middelen van de maatschappij gefinancierde activiteiten;
- de programma's voor hypothecaire leningen, per jaarlijks programma;
- de programma's voor gegroepeerde werken i.v.m. de verwerving van een eigen woning, per jaarlijks programma;
- de programma's van de door de "Société régionale" erkende openbare bouwmaatschappijen, per jaarlijks programma.

Art. 4. De liquide middelen van de maatschappij worden belegd na concurrentieoproep en in overleg met de afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 5. Artikel 2 van dit besluit is van toepassing met ingang van het boekjaar 1996.

Art. 6. De Minister van Huisvesting en de Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 95 - 2243

[C - 27442]

**11 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
portant création des régies de quartier de rénovation urbaine**

Le Gouvernement wallon,

- Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
- Vu le décret du 16 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995, notamment l'article 11;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 avril 1995;
- Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 18 avril 1995;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 fixant les critères relatifs à la détermination des zones d'initiative privilégiée;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine tel que modifié notamment par l'arrêté du 7 juillet 1994;
- Considérant l'efficacité démontrée par les régies de quartier développées par la Société régionale wallonne du Logement;
- Considérant la nécessité de favoriser la requalification sociale et physique des quartiers d'initiatives;
- Considérant qu'afin d'assurer la pérennité de ces initiatives, il est indispensable de définir le cadre, le fonctionnement et les moyens financiers devant être mis en oeuvre et de les doter d'une réglementation adaptée;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
- Vu l'urgence;
- Considérant qu'il convient de mettre en place dans les plus brefs délais des régies de quartier de rénovation urbaine afin que certaines d'entre elles puissent bénéficier des fonds européens dans le cadre de l'Objectif 1;
- Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

Arrête :

Article 1er. Définitions.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. "le Ministre" : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;
2. "l'Administration" : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;
3. "la régie de quartier" : le service ou l'association situé dans un quartier d'initiatives interne à une zone d'initiative privilégiée de type 3 telle que visée par l'article 1er, 3° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 fixant les critères relatifs à la détermination des zones d'initiative privilégiée;
4. "CPAS" : le Centre public d'aide sociale;
5. "quartier d'initiatives" : la zone d'initiative privilégiée de type 3;
6. "stagiaire de la régie de quartier" : le demandeur d'emploi ou bénéficiaire du minimum de moyens d'existence tel que défini par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, sans qualification, et qui est lié à la régie de quartier par un contrat de citoyenneté;
7. "le contrat de citoyenneté" : le contrat d'engagement passé entre chaque stagiaire et la régie de quartier selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 2. Missions d'ordre général des régies de quartier.

§ 1. La régie de quartier a pour mission :

- la préformation d'habitants non qualifiés du quartier d'initiatives dans lequel elle s'inscrit;
- l'éducation permanente;
- l'information de l'habitat du quartier d'initiatives concerné;
- d'être à la source de projets individuels ou collectifs des habitants du quartier d'initiatives concerné, ainsi que toute autre mission jugée indispensable par le comité de gestion visé à l'article 5 pour la requalification sociale du quartier d'initiatives.

§ 2. La préformation des habitants du quartier d'initiatives organisée par la régie de quartier doit s'inscrire dans les fonctions sociales, économiques, de loisirs et physiques à développer pour permettre le redéploiement général du quartier.

L'éducation permanente développée par la régie de quartier se centrera sur la participation des habitants dans le projet de redéploiement général du quartier d'initiatives et sa réalisation.

A cet effet, la régie de quartier sensibilisera les habitants à la réflexion et à la prise de décisions en matière de rénovation urbaine et de toutes ses composantes.

La régie de quartier s'efforcera à fournir aux habitants tout renseignement utile à leur participation à titre individuel ou collectif dans la rénovation urbaine et les aidera dans leur démarche de recherche d'informations. Elle sensibilisera les habitants au respect du patrimoine monumental, social et vécu du quartier.

La régie de quartier accompagnera les habitants dans leur démarche pour la création de projets individuels ou collectifs en matière sociale, économique et de loisirs susceptibles de redynamiser le quartier.

Art. 3. Mission spécifique des régies de quartier.

§ 1er. La régie de quartier a pour mission l'occupation de stagiaires à des tâches non qualifiées en principe dans les quartiers d'initiatives en vue de la requalification sociale et physique du quartier.

La régie de quartier veille également à la préformation de stagiaires visant :

- l'acquisition de qualifications de base sur le plan professionnel;
- leur socialisation par une intégration harmonieuse dans le monde du travail par l'apprentissage de comportements relatifs à la citoyenneté et au travail de groupe;
- tout autre prérequis jugé indispensable par le comité de gestion visé à l'article 5 du présent arrêté.

§ 2. Les tâches confiées aux stagiaires consistent en activités formatives et de services destinées au redéploiement général du quartier d'initiatives.

§ 3. La régie de quartier dispose de l'équivalent d'au moins 10 postes de travail qu'elle assigne aux stagiaires pour une durée déterminée dans le contrat de citoyenneté mais qui ne peut, sauf dérogation motivée du comité de gestion, excéder un an. Les stagiaires sont des habitants du quartier d'initiatives auquel se rattache la régie de quartier. Les services sont prestés à l'intérieur du périmètre du quartier d'initiatives au profit des habitants ; le comité de gestion peut déroger à cette disposition.

§ 4. L'équipe d'encadrement est composée d'un compagnon et d'un médiateur social chargés respectivement de transmettre aux stagiaires les notions de travail et d'assurer l'apprentissage social par les outils de citoyenneté. Elle ne peut comporter d'encadrement supplémentaire que dans les limites fixées par l'article 7, § 2, du présent arrêté.

Art. 4. Du comité d'accompagnement.

§ 1er. Un comité d'accompagnement pour la Région wallonne est composé:

1. d'un représentant du Ministre qui en assure la présidence;
2. d'un représentant du Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;
3. d'un représentant du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;
4. d'un représentant du Ministre qui a la Formation professionnelle dans ses attributions;
5. d'un représentant du Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;
6. d'un représentant du Ministre qui a la Tutelle des pouvoirs locaux dans ses attributions;
7. d'un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;
8. d'un représentant de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
9. de deux représentants d'organisations différentes représentatives des travailleurs;
10. de deux représentants des Missions régionales pour l'Emploi;
11. d'un représentant de l'Union wallonne des Entreprises;
12. d'un représentant de l'Union des Classes moyennes;
13. d'un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi, Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle;
14. d'un représentant de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, Division de l'Action sociale et des Immigrés;
15. d'un représentant de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme.

Celui-ci en assure le secrétariat.

Les membres du comité d'accompagnement sont désignés par le Gouvernement wallon.

§ 2. Le comité d'accompagnement est chargé de :

1. proposer les régies de quartier à l'agrément du Ministre dans les conditions fixées par l'article 6 du présent arrêté;
2. suivre l'évolution des régies de quartier, notamment les aspects relatifs à la réinsertion sociale et professionnelle des stagiaires et rédiger un rapport annuel au Ministre concernant cette évolution;
3. déterminer les conditions professionnelles d'engagement des membres des équipes d'encadrement.

Art. 5. Du comité de gestion.

§ 1. Un comité de gestion est créé dans chaque régie de quartier.

Il comprend au moins:

1. deux représentants de la commune où est établie la régie de quartier;
2. un représentant du CPAS;
3. deux représentants des habitants du quartier d'initiatives où est établie la régie de quartier. Ils sont désignés par le conseil communal ;
4. un représentant de la direction subrégionale concernée du FOREM;
5. deux représentants d'organisations différentes représentatives des travailleurs;
6. un représentant désigné par l'Union wallonne des Entreprises, actif professionnellement sur le territoire dont ressort le comité de gestion.

Le comité de gestion désigne en son sein un président et un secrétaire.

§ 2. Le comité de gestion est chargé de :

1. diriger le personnel d'encadrement de la régie de quartier;
2. assurer la gestion de la régie de quartier et notamment le choix des préformations;
3. assurer le suivi pédagogique et l'évaluation socioprofessionnelle des stagiaires;
4. présenter un rapport annuel financier et pédagogique au comité d'accompagnement visé à l'article 5, § 1er, du présent arrêté suivant le modèle arrêté par le Ministre.

§ 3. Le comité de gestion est tenu de répondre à toute demande d'information du comité d'accompagnement ou de ses membres et de leur garantir un libre accès à tous lieux et documents en rapport avec l'activité de la régie sous peine des mesures prévues à l'article 7, § 4.

§ 4. Le comité se réunit au moins une fois tous les trois mois.

Il entendra à sa demande l'équipe d'encadrement qui lui fait rapport de ses activités.

Il peut s'adjoindre toutes personnes participant au projet local. Elles ont voix consultative.

Art. 6. De l'agrément.

§ 1er. Sur proposition du comité d'accompagnement, afin de bénéficier des subventions visées à l'article 7 du présent arrêté, l'agrément du Ministre peut être accordé aux régies de quartier issues des quartiers d'initiatives fixés par le Gouvernement wallon et qui remplissent les conditions suivantes :

1. disposer d'un Comité de gestion tel que visé à l'article 5 du présent arrêté;
2. avoir reçu l'engagement de la commune de disposer de locaux adéquats pour y établir son siège.

§ 2. La demande d'agrément accompagnée de la délibération du conseil communal doit parvenir au Ministre par pli recommandé à la poste selon le modèle établi par lui.

La demande contient les indications suivantes :

1. la décision de la commune d'entrer en rénovation urbaine dans le quartier d'initiatives concerné par la régie de quartier dans un délai d'un an;
2. la composition du comité de gestion visé à l'article 5, § 1er;
3. un engagement du CPAS ou de la commune de prendre en charge la rémunération du médiateur social déduction faite de la subvention versée visée à l'article 7, § 1er, alinéa 1er, et de le mettre à disposition de la régie de quartier;

§ 3. L'agrément ou le refus d'agrément est notifié à la commune dans les trois mois qui suivent la réception de la demande.

§ 4. Sur avis du comité d'accompagnement, l'agrément devra être confirmé par le Ministre après la première année d'activité de la régie.

§ 5. Sur proposition du comité d'accompagnement, le Ministre peut retirer, suspendre ou limiter l'agrément lorsqu'il constate que la régie de quartier ne respecte plus les conditions du présent arrêté.

§ 6. L'agrément peut être conditionnel.

Art. 7. De la subvention.

§ 1er. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder aux régies de quartier, aux conditions d'agrément fixées par l'article 6, § 1er :

- une subvention annuelle destinée à couvrir 75 de la rémunération du ou des médiateur(s) social (aux) et 100 de la rémunération du ou des compagnon(s);
- une subvention d'un million de francs destinée à couvrir les frais de première installation durant la première année et, les années suivantes, une subvention couvrant les frais dont le montant est fixé par le Ministre.

Les échelles de traitement des médiateur social et compagnon à prendre en compte pour le calcul de ces subventions correspondent aux échelles B3 et D2 de la Fonction publique. Cette subvention ne peut être cumulée avec d'autres avantages en matière d'emploi accordés en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté.

Toutefois, les personnes en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent les avantages pécuniaires liés à leur ancienne échelle de traitement.

Une convention pourra préalablement être établie avec le comité de gestion du FOREm au cas où la rémunération des stagiaires serait prise en charge par le FOREm.

§ 2. Il ne peut être accordé de subvention qu'à une seule régie par quartier d'initiatives et pour autant que le quartier concerné compte au moins 2 000 habitants. Si le quartier comporte plus de 5 000 habitants, la subvention de la régie de quartier pourra être augmentée afin de pourvoir à l'engagement d'un encadrant supplémentaire par tranche de 2 500 habitants, le nombre minimum de stagiaires visés à l'article 3, § 3, du présent arrêté étant augmenté proportionnellement à l'engagement du personnel supplémentaire.

§ 3. Les subventions relatives aux traitements sont liquidées dans leur totalité sur production des contrats d'emploi du personnel d'encadrement et moyennant l'accord du comité d'accompagnement. La subvention de fonctionnement est liquidée dans sa totalité moyennant l'accord de ce même comité.

Les subventions sont liquidées à titre d'avances. Elles ne sont définitivement acquises, à concurrence des dépenses admissibles, qu'après approbation par le comité d'accompagnement du rapport financier visé à l'article 5, § 2.

§ 4. Le non-respect des conditions du présent arrêté entraîne le remboursement des subventions visées au présent article.

Art. 8. Dispositions transitoires.

Les régies de quartier en fonctionnement au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent le bénéfice de leur agrément pour autant qu'elles se conforment, dans un délai de six mois, aux dispositions déterminées par cet arrêté.

Art. 9. Seuls les services et associations spécifiques qui ont obtenu l'agrément du Ministre sont autorisés à porter la dénomination de régies de quartier de rénovation urbaine.

Art. 10. Dispositions finales.

Le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement Wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2243

[C - 27442]

**11. MAI 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Schaffung von Wohnviertelregionen zur Stadterneuerung**

Aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1994 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1995, insbesondere des Artikels II;

Aufgrund des am 5. April 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. April 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Festlegung der Kriterien zur Bestimmung der bevorzugten Initiativgebiete;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, insbesondere in seiner durch den Erlaß vom 7. Juli 1994 abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, daß die durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbau-gesellschaft für die Wallonie) entwickelten Wohnviertelregionen sich als sehr wirksam erwiesen haben;

In Erwägung der Notwendigkeit, die soziale und strukturelle Aufwertung der Initiativviertel zu fördern;

In der Erwägung, daß es zwecks der Fortdauer dieser Initiativen unerlässlich ist, den Stellenplan, die Arbeitsweise und die finanziellen Mittel, die angewandt werden müssen, zu bestimmen, und eine angepaßte Regelung für sie vorzusehen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, möglichst schnell Wohnviertelregionen zur Stadterneuerung einzusetzen, damit manche von ihnen im Rahmen des Ziels Nr. 1 europäische Gelder erhalten können;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1. "Der Minister" : der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;

2. "Die Verwaltung" : die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes;

3. "Die Wohnviertelregie" : die Dienststelle oder die Vereinigung, die sich innerhalb eines Initiativviertels befindet, das auf dem Gebiet eines bevorzugten Initiativgebiets der Kategorie 3 im Sinne des Artikels 1, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Festlegung der Kriterien zur Bestimmung der bevorzugten Initiativgebiete gelegen ist;

4. "ÖSHZ" : das öffentliche Sozialhilfezentrum;

5. "Initiativviertel" : das bevorzugte Initiativgebiet der Kategorie 3;

6. "Praktikant der Wohnviertelregie" : der unqualifizierte Arbeitsuchende oder Bezieher des Existenzminimums im Sinne des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum, der mit der Wohnviertelregie durch einen sogenannten "Bürgervertrag" gebunden ist.

7. "Bürgervertrag" : der Einstellungsvertrag, der zwischen jedem Praktikanten und der Wohnviertelregie gemäß den durch den Minister festgesetzten Modalitäten abgeschlossen wird.

Art. 2. Allgemeine Aufgaben der Wohnviertelregie.

§ 1. Die Wohnviertelregie hat folgende Aufgaben:

- Grundausbildung nicht qualifizierter Einwohner des Initiativviertels, in dem sie stattfindet;
ständige Weiterbildung;

- Informierung der Einwohner des betroffenen Initiativviertels;

- Ansatzpunkt für individuelle oder gemeinsame Projekte der Einwohner des betroffenen Initiativviertels,

sowie jede andere Aufgabe, die der in Artikel 5 erwähnte Verwaltungsausschuß für die soziale Aufwertung des Initiativviertels als unerlässlich betrachtet.

§ 2. Die durch die Wohnviertelregie organisierte Grundausbildung der Einwohner eines Initiativviertels muß im Zusammenhang mit den sozialen, wirtschaftlichen, Freizeit- und strukturellen Tätigkeiten stehen, die zwecks einer allgemeinen Neuentfaltung des Viertels zu entwickeln sind.

Die durch die Wohnviertelregie organisierte ständige Weiterbildung der Einwohner eines Initiativviertels wird auf die Beteiligung der Einwohner an dem Projekt zur allgemeinen Neuentfaltung des Initiativviertels und auf die Verwirklichung dieses Projekts gerichtet sein.

Zu diesem Zweck wird die Wohnviertelregie bei den Einwohnern Interesse für die Überlegung und die Beschlußfassung in Sachen Stadterneuerung und alle damit verbundenen Bereiche wecken.

Die Wohnviertelregie wird sich dafür einsetzen, den Einwohnern jede Auskunft zu geben, die für deren individuelle oder gemeinsame Beteiligung an der Stadterneuerung nützlich ist, und wird ihnen bei Ihrer Suche nach Information helfen. Sie wird die Einwohner für den Respekt der Denkmäler und des sozialen und erlebten Erbes des Viertels sensibilisieren.

Die Wohnviertelregie wird die Einwohner bei ihren Schritten zur Schaffung von individuellen oder gemeinsamen Projekten im sozialen, wirtschaftlichen oder Freizeitbereich im Hinblick auf eine Wiederbelebung des Viertels begleiten.

Art. 3. Spezifische Aufgaben der Wohnviertelregie.

§ 1. Die Wohnviertelregie hat zum Zweck, prinzipiell in den Initiativvierteln Praktikanten mit nicht qualifizierten Aufgaben zu beschäftigen, um das Viertel auf sozialer und struktureller Ebene aufzuwerten.

Die Wohnviertelregie gewährleistet ebenfalls die Grundausbildung der Praktikanten, mit den folgenden Zwecken:

- Erwerb von beruflichen Grundqualifikationen,

Sozialisierung der Praktikanten durch eine harmonische Eingliederung in die Arbeitswelt, indem sie ein geeignetes Verhalten als Bürger und in der Gruppenarbeit erlernen;

- Erlernen von jeder anderen Kenntnis bzw. Fähigkeit, die der in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnte Verwaltungsausschuß für unerlässlich hält.

§ 2. Die Aufgaben, die den Praktikanten anvertraut werden, bestehen in Bildungs- und Dienstleistungsaktivitäten, die zur allgemeinen Neuentfaltung des Initiativviertels bestimmt sind.

§ 3. Die Wohnviertelregie verfügt über das Äquivalent von mindestens 10 Arbeitsplätzen, die sie den Praktikanten für einen im Bürgervertrag bestimmten Zeitraum zuteilt. Dieser Zeitraum ist aber auf ein Jahr begrenzt, außer wenn der Verwaltungsausschuß eine begründete Abweichung gewährt hat.

Die Praktikanten sind Einwohner der Initiativviertel, von dem die Wohnviertelregie abhängt. Die Dienste werden innerhalb des Gebiets des Initiativviertels und zugunsten dessen Einwohner geleistet. Der Verwaltungsausschuß darf von dieser Bestimmung abweichen.

§ 4. Die Begleitgruppe setzt sich aus einem Gesellen und einem Sozialvermittler zusammen, die jeweils damit beauftragt werden, den Praktikanten die Arbeitskenntnisse zu übermitteln und ihnen das Erlernen sozialer Verhaltensweisen zu gewährleisten, und zwar anhand der zu diesem Zweck vorgesehenen Mittel im Rahmen des Bürgervertrags. Sie darf über einen zusätzlichen Begleiter nur in den durch Artikel 7 § 2 des vorliegenden Erlasses festgesetzten Begrenzungen verfügen.

Art. 4. Begleitausschuß.

§ 1. Ein Begleitausschuß für die Wallonische Region wird aus den folgenden Personen zusammengesetzt:

1. ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt;
2. ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die sozialen Maßnahmen gehören;
3. ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;
4. ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört;
5. ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
6. ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die Lokalen Behörden gehört;
7. ein Vertreter der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);
8. ein Vertreter des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
9. zwei Vertreter verschiedener repräsentativer Arbeitnehmerorganisationen;
10. zwei Vertreter der "Missions régionales pour l'emploi" (Regionale Beschäftigungsdienste);
11. ein Vertreter der "Union wallonne des Entreprises" (Verband der Unternehmen der Wallonie);
12. ein Vertreter der "Union des Classes moyennes" (Verband des Mittelstands);
13. ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung;
14. ein Vertreter der Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens, Abteilung Soziale Maßnahmen und Einwanderer;
15. ein Vertreter der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, Abteilung Raumordnung und Städtebau.

Dieser gewährleistet das Sekretariat.

Die Mitglieder des Begleitausschusses werden durch die Wallonische Regierung bezeichnet.

§ 2. Der Begleitausschuß hat folgende Aufgaben:

1. unter Einhaltung der Bedingungen von Artikel 6 des vorliegenden Erlasses die Wohnviertelregien dem Minister zur Zulassung vorschlagen;

2. die Entwicklung der Wohnviertelregien beobachten, insbesondere was die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Praktikanten betrifft, und einen jährlichen Bericht betreffend diese Entwicklung für den Minister verfassen;

3. die beruflichen Bedingungen für die Einstellung der Mitglieder der Begleitgruppe festlegen.

Art. 5. Verwaltungsausschuß.

§ 1. Es wird ein Verwaltungsausschuß in jeder Wohnviertelregie errichtet.

Dieser setzt sich mindestens aus den folgenden Personen zusammen:

1. zwei Vertreter der Gemeinde, wo sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat;
2. ein Vertreter des ÖSHZ;

3. zwei Vertreter der Einwohner des Initiativviertels, in dem sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat. Sie werden durch den Gemeinderat bezeichnet;

4. ein Vertreter der betreffenden subregionalen Direktion des FOREm;

5. zwei Vertreter verschiedener repräsentativer Arbeitnehmerorganisationen;

6. ein Vertreter, der durch die "Union wallonne des Entreprises" bezeichnet wird, und der auf dem Gebiet, für das der Verwaltungsausschuß zuständig ist, beruflich tätig ist.

Der Verwaltungsausschuß bezeichnet in seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Sekretär.

§ 2. Der Verwaltungsausschuß wird mit den folgenden Aufgaben beauftragt:

1. das Begleitpersonal der Wohnviertelregie leiten;

2. die Verwaltung der Wohnviertelregie und insbesondere die Wahl der Grundausbildungen gewährleisten;

3. die pädagogische Begleitung und die sozialberufliche Bewertung der Praktikanten gewährleisten;

4. dem in Artikel 5 § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Begleitausschuß einen jährlichen finanziellen und pädagogischen Bericht nach dem vom Minister festgelegten Muster vorlegen.

§ 3. Der Verwaltungsausschuß ist verpflichtet, unter Androhung der in Artikel 7 § 4 vorgesehenen Maßnahmen jeder Bitte um Information vom Begleitausschuß oder von dessen Mitgliedern nachzukommen, und ihnen einen freien Zugang zu jedem Ort und zu jedem Dokument in Zusammenhang mit der Tätigkeit der Wohnviertelregie zu garantieren.

§ 4. Der Ausschuß tagt mindestens alle drei Monate.

Er hört die Begleitgruppe auf deren Antrag an; diese erstattet ihm Bericht über ihre Tätigkeiten.

Er kann alle Personen aufnehmen, die am örtlichen Projekt teilnehmen. Diese haben eine beratende Stimme.

Art. 6. Zulassung.

§ 1. Auf Vorschlag des Begleitausschusses und um in den Genuß der in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuschüsse zu kommen, können die Wohnviertelregien, die in den durch die Wallonische Regierung festgesetzten Initiativvierteln entstanden sind, durch den Minister zugelassen werden, wenn diese Regien die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. über einen Verwaltungsausschuß im Sinne von Artikel 5 § 1 des vorliegenden Erlasses verfügen;

2. die Verpflichtung der Gemeinde erhalten haben, über geeignete Räume zu verfügen, um ihren Sitz niederzulassen.

§ 2. Der Zulassungsantrag zusammen mit dem Beschluß des Gemeinderats muß dem Minister per Einschreiben gemäß dem von ihm festgelegten Muster übermittelt werden.

Der Antrag beinhaltet folgende Angaben:

1. der Beschluß der Gemeinde, innerhalb eines Jahres im von der Wohnviertelregie betroffenen Initiativviertel die Stadterneuerung anzufangen;

2. die Zusammensetzung des in Artikel 5 § 1 erwähnten Verwaltungsausschusses;

3. ein Versprechen des ÖSHZ oder der Gemeinde, die Entlohnung des Sozialvermittlers zu übernehmen, abzüglich des in Artikel 7 § 1 Absatz 1 erwähnten gezahlten Zuschusses, und ihn zur Verfügung der Wohnviertelregie zu stellen;

§ 3. Die Zulassung bzw. die Verweigerung der Zulassung wird der Gemeinde innerhalb von drei Monaten nach Empfang des Antrags mitgeteilt.

§ 4. Auf Gutachten des Begleitausschusses muß die Zulassung nach dem ersten Tätigkeitsjahr der Regie vom Minister bestätigt werden.

§ 5. Auf Vorschlag des Begleitausschusses kann der Minister die Zulassung entziehen, aussetzen oder begrenzen, wenn er feststellt, daß die Wohnviertelregie die Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht mehr einhält.

§ 6. Die Zulassung kann Bedingungen unterworfen sein.

Art. 7. Bezuschußung.

§ 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck in den Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und gemäß den durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann der Minister den Wohnviertelregien unter Einhaltung der in Artikel 6 § 1 festgesetzten Zulassungsbedingungen das folgende

gewähren :

- einen jährlichen Zuschuß, der zur Deckung von 75 der Entlohnung des bzw. der Sozialvermittler und von 100 der Entlohnung des bzw. der Gesellen bestimmt ist;

- im Laufe des ersten Jahres einen Zuschuß in Höhe von einer Million zur Deckung der Niederlassungskosten und die nächsten Jahre einen Zuschuß zur Kostendeckung, dessen Höhe vom Minister bestimmt wird.

Die Gehaltsstufen des Sozialvermittlers und des Gesellen, die für die Berechnung dieser Zuschüsse zu berücksichtigen sind, entsprechen den Tabellen B3 und D2 des Öffentlichen Dienstes. Dieser Zuschuß darf nicht zusammen mit anderen aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder eines Erlasses gewährten Vorteilen in Sachen Beschäftigung erhalten werden.

Jedoch behalten die Personen, die am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses im Amt sind, die mit ihrer ehemaligen Gehaltsstufe verbundenen finanziellen Vorteile.

Ein Abkommen kann vorher mit dem Verwaltungsausschuß des FOREm abgeschlossen werden, falls die Entlohnung der Praktikanten durch das FOREm übernommen wird.

§ 2. Nur eine einzige Wohnviertelregie pro Initiativviertel kann einen Zuschuß erhalten, und das betroffene Viertel muß außerdem mindestens 2 000 Einwohner zählen. Wenn das Viertel mehr als 5 000 Einwohner zählt, kann der Zuschuß der Wohnviertelregie erhöht werden, um einen zusätzlichen Begleiter pro Gruppe von 2 500 Einwohnern einzustellen. Die Mindestanzahl der in Artikel 3 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Praktikanten wird entsprechend der Einstellung von zusätzlichem Personal erhöht.

§ 3. Die Gehaltszuschüsse werden auf Vorlage der Arbeitsverträge des Begleitpersonals und nach abgegebenem Einverständnis des Begleitausschusses ganz ausgezahlt. Der Funktionszuschuß wird ebenfalls nach abgegebenem Einverständnis des Begleitausschusses ganz ausgezahlt.

Die Zuschüsse werden im voraus bezahlt. Sie werden bis zur Höhe der zugelassenen Ausgaben erst nach Genehmigung durch den Begleitausschuß des in Artikel 5 § 2 erwähnten finanziellen Berichts endgültig erworben.

§ 4. Die Nichteinhaltung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses hat die Rückerstattung der im vorliegenden Artikel erwähnten Zuschüsse zur Folge.

Art. 8. Übergangsbestimmungen.

Die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses schon arbeitenden Wohnviertelregien behalten die mit ihrer Zulassung verbundenen Vorteile, sofern sie innerhalb einer Frist von sechs Monaten die durch diesen Erlaß bestimmten Bedingungen einhalten.

Art. 9. Nur die spezifischen Dienststellen und Vereinigungen, die die Zulassung vom Minister erhalten haben, dürfen die Bezeichnung einer Wohnviertelregie zur Stadterneuerung tragen.

Art. 10. Endbestimmungen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

VERTALING

N. 95 - 2243

[C - 27442]

**11 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van buurtregieën voor stadsvernieuwing**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

Gelet op het decreet van 16 december 1994 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 5 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 18 april 1995;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot vaststelling van criteria voor het bepalen van bevoorrechte initiatiefgebieden;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties, gewijzigd o.m. bij besluit van 7 juli 1994;

Overwegende dat de door de "Société régionale wallonne du Logement" opgerichte buurtregieën hun doeltreffendheid hebben aangetoond;

Overwegende dat de sociale en fysieke herkwalificatie van de initiatiefwijken bevorderd moet worden;

Overwegende dat het noodzakelijk is de personeelsformatie, de werking en de financiële middelen van de buurtregieën vast te stellen en hen van een aangepaste reglementering te voorzien om de continuïteit van de initiatieven te verzekeren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld buurtregieën voor stadsvernieuwing tot stand moeten worden gebracht, zodat een deel ervan aanspraak kan maken op de Europese fondsen in het kader van Doelstelling 1;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Bepalingen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "Minister" : de Minister van Ruimtelijke Ordening;
2. "Bestuur" : de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;
3. "Buurtregie" : de dienst of vereniging gelegen in een initiatiefwijk binnen een bevoorrecht initiatiefgebied van type 3, zoals bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 tot vaststelling van criteria voor het bepalen van bevoorrechte initiatiefgebieden;
4. "OCMW" : het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn;
5. "Initiatiefwijk" : het bevoorrecht initiatiefgebied van type 3;
6. "stagiair bij de buurtregie" : de werkzoekende of rechthebbende op het bestaansminimum, zoals bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, die ongeschoold is en bij een burgerschapscontract aan de buurtregie gebonden is.
7. "burgerschapscontract" : de arbeidsovereenkomst die volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten tussen een stagiair en de buurtregie is gesloten.

Art. 2. Algemene opdrachten van de buurtregieën.

§ 1. De buurtregieën zijn belast met :

- de basisopleiding van ongeschoolde inwoners van de initiatiefwijk waarvoor ze bestemd is;
- de permanente vorming;
- de voorlichting van de inwoners van de betrokken initiatiefwijk;

- het helpen uitwerken van de individuele of gemeenschappelijke projecten van de inwoners van de betrokken initiatiefwijk;

- iedere andere opdracht die door het in artikel 5 bedoelde beheerscomité onontbeerlijk wordt geacht voor de sociale herkwalficatie van de initiatiefwijk.

§ 2. De door de buurtregie georganiseerde basisopleiding van de inwoners van de initiatiefwijk moet aansluiten op de te ontwikkelen sociale, economische, fysieke en vrijetijdsbestedingsaspecten om de algemene wederontplooiing van de wijk mogelijk te maken.

De door de buurtregie verleende permanente vorming zal gericht zijn op de deelneming van de inwoners aan het project van algemene wederontplooiing van de initiatiefwijk en de verwezenlijking ervan.

Daartoe zal de buurtregie de inwoners sensibiliseren voor besprekingen en besluitvorming i.v.m. stadsvernieuwing en alle aspecten die eraan verbonden zijn.

De buurtregie moet de inwoners elke nuttige informatie verstrekken met het oog op hun individuele of gezamenlijke deelneming aan de stadsvernieuwing en zal hen inlichtingen helpen inwinnen. Ze zal de inwoners aansporen tot eerbied van het patrimonium, zowel wat de monumenten en het maatschappelijke leven als wat het verleden van de wijk betreft.

De buurtregie zal de inwoners bijstaan wanneer ze stappen ondernemen om individuele of gezamenlijke projecten tot stand te brengen op maatschappelijk en economisch vlak, alsmede inzake vrijetijdsbesteding, met het oog op een mogelijke heropleving van de wijk.

Art. 3. Specifieke opdracht van de buurtregieën.

§ 1. De specifieke opdracht bestaat erin stagiairs te belasten met taken waarvoor geen scholing nodig is, in principe in initiatiefwijken, met het oog op de sociale en fysieke herkwalficatie van de wijk.

De buurtregie zorgt tevens voor de basisopleiding van de stagiairs met het oog op :

- de verwerving van basisberoepsbekwaamheden;
- hun socialisatie door een harmonische integratie in het arbeidscircuit waardoor ze leren zich als burger te gedragen en in groep te werken;
- alle verdere verworven kennis die door het in artikel 5 van dit besluit bedoelde beheerscomité noodzakelijk geacht worden.

§ 2. De aan de stagiairs toevertrouwde taken bestaan in vormende activiteiten en in diensten voor de nieuwe algemene ontplooiing van de initiatiefwijk.

§ 3. De buurtregie beschikt over minstens 10 betrekkingen die ze voor een in het burgerschapscontract bepaalde termijn aan de stagiairs toekent. Behalve met redenen omklede afwijking van het beheerscomité mag die termijn niet meer dan één jaar bedragen.

De stagiairs zijn inwoners van de initiatiefwijk waaraan de buurtregie verbonden is. De diensten worden ten bate van de inwoners gepresteerd binnen de omtrek van de initiatiefwijk; het beheerscomité mag van deze bepaling afwijken.

§ 4. De begeleidingsploeg is samengesteld uit een arbeider-begeleider en een sociale bemiddelaar die respectievelijk als taak hebben de stagiairs arbeidsbegrippen bij te brengen en, met de middelen voor meer burgerschap, voor hun sociale opleiding te zorgen. Ze mag slechts binnen de bij artikel 7, § 2, van dit besluit vastgestelde perken uit een bijkomende begeleider samengesteld zijn.

Art. 4. Begeleidingscomité.

§ 1. Het begeleidingscomité voor het Waalse Gewest is samengesteld uit :

1. een vertegenwoordiger van de Minister die het voorzitterschap ervan bekleedt;
2. een vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Actie;
3. een vertegenwoordiger van de Minister van Huisvesting;
4. een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding;
5. een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling;
6. een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheden de plaatselijke besturen behoren;
7. een vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes" (Vereniging van Steden en Gemeenten) van Wallonië;
8. een vertegenwoordiger van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);
9. twee vertegenwoordigers van verschillende representatieve werknemersorganisaties;
10. twee vertegenwoordigers van de "Missions régionales pour l'Emploi" (Gewestelijke Zendingen voor Tewerkstelling);
11. een vertegenwoordiger van de "Union wallonne des Entreprises";
12. een vertegenwoordiger van de "Union des Classes moyennes";
13. een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling, Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding;
14. een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid, Afdeling Sociale Actie en Migranten;
15. een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, die er het secretariaat van waarneemt.

De leden van het begeleidingscomité worden door de Waalse Regering aangewezen.

§ 2. Het begeleidingscomité heeft als opdracht :

1. de buurtregieën onder de in artikel 6 van dit besluit vastgestelde voorwaarden door de Minister te laten erkennen;
2. de evolutie van de buurtregieën te volgen, o.a. inzake de maatschappelijke en beroepsintegratie van de stagiairs en een jaarverslag over deze evolutie uit te brengen alvorens het aan de Minister te sturen;
3. de beroepsvoorwaarden voor de werving van de leden van de begeleidingsploegen te bepalen.

Art. 5. Beheerscomité.

§ 1. Binnen elke buurtregie wordt een beheerscomité opgericht.

Het comité bestaat uit minstens :

1. twee vertegenwoordigers van de gemeente waar de buurtregie gevestigd is;
2. één vertegenwoordiger van het OCMW;

3. twee vertegenwoordigers van de inwoners van de initiatiefwijk waar de buurtregie gevestigd is. Ze worden door de gemeenteraad aangewezen;

4. één vertegenwoordiger van de betrokken subregionale directie van de "FOREm";

5. twee vertegenwoordigers van verschillende representatieve werknemersorganisaties;

6. één vertegenwoordiger die door de "Union wallonne des Entreprises" wordt aangewezen en beroepshalve actief is op het grondgebied waaronder het beheerscomité ressorteert.

Het beheerscomité wijst een voorzitter en een secretaris in zijn midden aan.

§ 2. Het beheerscomité is belast met :

1. de leiding over het begeleidingspersoneel van de buurtregie;

2. het beheer van de regie en meer bepaald het uitzoeken van basisopleidingen;

3. de pedagogische follow-up en de sociaal-economische ontwikkeling van de stagiairs;

4. het jaarlijks voorleggen, aan de hand van het door de Minister bepaalde formulier, van een financieel en pedagogisch rapport aan het in artikel 5, § 1, van dit besluit bedoelde begeleidingscomité.

§ 3. Op straffe van de in artikel 7, § 4, bedoelde maatregelen moet het beheerscomité verplicht ingaan op elke informatieaanvraag van het begeleidingscomité of van de leden ervan en hen vrije toegang verlenen tot alle plaatsen en stukken m.b.t. de activiteit van de buurtregie.

§ 4. Het comité vergadert minstens één keer om de drie maanden.

Het zal de begeleidingsploeg die hem een verslag over haar activiteiten bezorgt, horen als ze het wenst.

Het kan alle personen erbij nemen die aan het plaatselijke project meewerken. Deze personen zijn stemgerechtigd.

Art. 6. Erkenning.

§ 1. Op de voordracht van het begeleidingscomité kan de Minister buurtregieën erkennen die uit door de Regering vastgestelde initiatiefwijken ontspruiten, opdat ze de in artikel 7 van dit besluit bedoelde subsidies zouden kunnen genieten, voor zover ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. over een beheerscomité beschikken, zoals bedoeld in artikel 5 van dit besluit;

2. zich ervan vergewissen dat de gemeente over de gepaste lokalen beschikt om er zijn zetel te vestigen.

§ 2. De erkenningsaanvraag moet, samen met de beraadslaging van de gemeenteraad, bij ter post aangetekende brief aan de Minister worden gestuurd aan de hand van het door hem bepaalde formulier.

De aanvraag bevat de volgende aanwijzingen :

1. de beslissing van de gemeente om de stadsvernieuwing binnen een termijn van één jaar aan te vatten in de initiatiefwijk waaraan de buurtregie verbonden is;

2. de samenstelling van het in artikel 5, § 1, bedoelde beheerscomité;

3. een verbintenis van het OCMW of van de gemeente, waarbij ze zich ertoe verplichten de bezoldiging van de sociale bemiddelaar, na aftrek van de gestorte toelage bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, voor hun rekening te nemen en hem ter beschikking van de buurtregie te stellen.

§ 3. De erkenning of de erkenningsweigering wordt binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag aan de gemeente meegedeeld.

§ 4. Op advies van het begeleidingscomité moet de erkenning na het eerste activiteitenjaar van de regie door de Minister worden bevestigd.

§ 5. Op voorstel van het begeleidingscomité kan de Minister de erkenning intrekken, schorsen of beperken als hij vaststelt dat de buurtregie de voorwaarden van dit besluit niet meer vervult.

§ 6. De erkenning kan voorwaardelijk zijn.

Art. 7. Subsidie.

§ 1. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden kan de Minister de buurtregieën de hiernavermelde subsidies onder de in artikel 6, § 1, bedoelde erkenningsvoorwaarden verlenen :

- een jaarlijkse subsidie om 75 van de bezoldiging van de sociale bemiddelaar(s) en 100 van de bezoldiging van de arbeiderbegeleider(s) te dekken;

- een subsidie van 1 miljoen frank om de kosten van eerste vestiging gedurende het eerste jaar te dekken en de volgende jaren een subsidie om de kosten te dekken waarvan het bedrag door de Minister wordt bepaald.

De voor de berekening van deze subsidies in aanmerking te nemen weddeschalen van de sociale bemiddelaar en de arbeider-begeleider stemmen overeen met de schalen B3 en D2 van het Openbaar Ambt. Deze subsidie mag niet gecumuleerd worden met andere krachtens een wet, een decreet of een besluit toegekende voordelen inzake tewerkstelling.

De personen in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit behouden echter de aan hun vorige weddeschaal gebonden geldelijke voordelen.

Een overeenkomst zal vooraf met het beheerscomité van de "FOREm" kunnen worden gesloten ingeval de bezoldiging van de stagiairs ten laste van deze laatste valt.

§ 2. Per initiatiefwijk mag slechts één buurtregie een toelage genieten, voor zover de betrokken wijk minstens 2 000 inwoners telt. Indien de wijk meer dan 5 000 inwoners telt, kan de subsidie van de regie vermeerderd worden om een bijkomende begeleider per tranche van 2 500 inwoners te werven. Daarbij wordt het aantal stagiairs verhoogd naar verhouding van de werving van bijkomende personeelsleden.

§ 3. De weddetoelagen worden globaal uitbetaald op voorleggen van de arbeidscontracten van het begeleidingspersoneel en mits toestemming van het begeleidingscomité. De werkingstoelage wordt globaal uitbetaald, mits toestemming van hetzelfde comité.

De toelagen worden als voorschotten uitbetaald. Zij worden pas definitief verworven ten belope van de toegelaten uitgaven nadat het begeleidingscomité het in artikel 5, § 2, bedoelde financiële verslag heeft goedgekeurd.

§ 4. De niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit heeft de terugbetaling van de in dit artikel bedoelde toelagen als gevolg.

Art. 8. Overgangsbepalingen.

De buurtregieën die werkzaam zijn op de dag van inwerkingtreding van dit besluit behouden de aan de erkenning gebonden voordelen, voor zover zij zich binnen een termijn van zes maanden naar de bepalingen van dit besluit schikken.

Art. 9. Alleen de door de Minister erkende specifieke diensten en verenigingen mogen de benaming van buurtregieën voor stadsvernieuwing dragen.

Art. 10. Slotbepalingen.

De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

F. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine. - Erratum

Dans la version française de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 14 juin 1995, à la page 17094, il convient de lire comme suit la date précédant l'intitulé : 9 mars 1995.

ÜBERSETZUNG

D. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9. MÄRZ 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers. - Erratum

Im französischen Text des vorerwähnten Erlasses, der am 14. Juni 1995 auf Seite 17094 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde, sollte das Datum vor dem Titel wie folgt gelesen werden : 9. mars 1995.

VERTALING

N. 95 - 2244 (95 - 1609)

[C - 27444]

9 MAART 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen. - Erratum

Op bladzijde 17094 van de Franse versie van voornoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juni 1995, is de datum die aan het opschrift voorafgaat : 9 mars 1995.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 95 - 2245

[C - 27441]

27 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du cahier des charges type en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement,

Vu la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré;

Vu la loi du 15 juillet 1983 créant le Service national de Transport scolaire;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 5°;